

RAPPORT MORAL 2018

L'année 2018 s'est bien déroulée pour l'ADEV avec toutefois 3 faits qui méritent d'être signalés :

- Dans l'activité « animations », l'embauche de Carole Lacote sur 2 mois et demi (de mi-avril à fin juin 2018) n'a pas porté ses fruits. Cette expérience n'est pas à renouveler.
- Le départ de Vincent Voltzel du pôle « études » et son remplacement par Giovanni Sander, avec lequel nous envisageons de nouvelles perspectives de travail (entre autres avec les collectivités et ou les entreprises).
- L'augmentation du nombre d'heures de travail d'Yvonne Rollin qui passe de 20 heures à 24 heures par semaine pour nous apporter un appui pour le développement de nos activités et l'animation du site Internet.

L'année 2019 a débuté par un important travail concernant notre nouveau logo et la remise à niveau du site Internet qui vous sont dévoilés aujourd'hui.

Avec ces nouveaux visuels, le conseil d'administration veut marquer fortement son implication auprès des collectivités et entreprises comme « acteur majeur » pour promouvoir de nouvelles actions sur l'environnement et la biodiversité.

Faut-il rappeler que l'ADEV est une association de défense de l'environnement à vocation départementale, agréée par les services de l'Etat. Elle est habilitée à participer aux débats sur l'environnement et est reconnue pour ses compétences techniques.

L'ADEV est indépendante des grandes structures fédérales nationales et sa gestion (avec l'emploi de 3 salariés pour ses activités diverses) en fait une petite entreprise difficilement comparable aux autres associations de défense de l'environnement.

Par les sujets que nous traitons et le public rencontré, nos actions nous amènent à être constamment sur le terrain et dans de nombreuses commissions, bien loin des sujets qui font la « Une » des journaux.

L'ADEV a l'obligation d'évoluer, de s'adapter aux évolutions de la société, de s'obliger d'atteindre à court ou moyen terme son autonomie financière (ou tout au moins de s'en rapprocher).

Tous les décideurs politiques et économiques font de l'environnement un thème majeur pour favoriser leur développement.

Derrière cette évolution positive, se cache un risque de dérapage par la mise en place de « fausses bonnes idées environnementales » qui n'en porteraient que le nom et ne serviraient avant tout qu'à se faire valoir et reconnaître.

Jamais le thème de l'environnement n'aura autant été abordé dans toutes les instances représentatives et jamais il n'y aura eu autant de taxes prélevées (en son nom et) à son bénéfice, sans en voir les retombées significatives en termes d'amélioration ou de changement pour des méthodes plus propres.

Nous savons bien-sûr que ces évolutions doivent être jugées sur du long terme. Mais le temps est venu de prendre des décisions et d'agir !

Si certaines actions nécessitent des moyens financiers, pour un grand nombre elles supposent l'engagement et une volonté de changement de chaque individu dans sa vie de tous les jours.

Notre terre porte 7 milliards d'habitants répartis bien inégalement, dans des pays qui se disent « riches » et d'autres reconnus « pauvres ». Par conséquent, les actions liées à la protection de l'environnement n'ont pas les mêmes priorités.

Ces divergences entre pays constituent un risque majeur de déséquilibre et est source de conflit planétaire.

Notre objectif ne consiste pas à aller donner des leçons aux autres et encore moins aux pays en voie de développement, mais d'observer chacun à notre place nos actions et nos modes de vie, à les modifier pour un équilibre harmonieux avec les éléments naturels : « LA TERRE - L'EAU- L'AIR ».

La société du 21^{ème} siècle détruit ou pollue plus d'éléments naturels que notre terre est capable de régénérer.

Nous interviendrons dans toutes nos instances ou nous siégeons pour promouvoir un nouvel habitat moins consommateur de terres agricoles.

- Repenser le développement industriel en réutilisant des espaces laissés à l'abandon.
- Lutter contre la désertification des centres-villes en réduisant fortement la construction de grands espaces commerciaux en périphérie de ville.
- Repenser les déplacements urbains par des transports à prix réduits voire gratuits.
- Inciter les filières industrielles et commerciales à produire moins d'emballages, les rendre responsables financièrement de leurs recyclages.
- Accélérer la recherche pour les nouvelles technologies nécessaire pour le transport et le chauffage afin de réduire voire supprimer à moyen terme les énergies fossiles.
- Tout mettre en œuvre pour des productions d'énergies renouvelables à partir de l'eau, du vent, du soleil, de la biomasse et tout autre système renouvelable. Les éoliennes qui sont souvent décriées ne sont, à notre avis, qu'une transition dans l'attente d'une technologie plus efficace
- Accélérer le processus de prise de conscience des citoyens en matière de déchets. A moyen terme ils doivent être entièrement recyclables. Ce n'est pas aux collectivités d'assumer les charges financières des déchets produits par les industriels et utilisés par les citoyens qui en sont ainsi déresponsabilisés.
- Remettre fermement en cause tous les produits de synthèse (ou chimiques) utilisés dans tous les corps de métiers, y compris bien sûr en agriculture. Ils représentent un risque majeur pour la santé.

La production de produits chimiques dans le monde est en croissance exponentielle. Elle est de 300 millions de tonnes par an. Elle était seulement de 1 million de tonne en 1930. 7 nouveaux produits sont mis sur le marché chaque jour. 85000 substances sont disponibles sur le marché mondial.

Les récentes manifestations des jeunes de l'Europe du Nord, nous alertent et nous accusent à juste titre d'être à l'origine de ces déséquilibres. Ils nous demandent d'agir rapidement pour leur laisser une terre et un environnement sains où ils pourront s'épanouir comme nous, nous l'avons fait. Sont-ils bien conscients qu'ils utilisent des technologies et ont un mode de vie qu'ils nous contestent ?

De nombreuses réflexions s'engagent partout dans cette perspective et semblent s'accélérer (Vendée 2040 - Plan climat énergie - qualité de l'eau, etc.).

Sachons saisir cette inquiétude des jeunes générations pour construire avec elles le nouvel équilibre de notre planète TERRE. Cela demandera du temps, beaucoup de temps. C'est une révolution douce qui s'engage et constitue pour ces futures générations un défi majeur mais exaltant.

Nos parents ont reconstruit la société après les désastres occasionnés par les guerres mondiales du 20^{ème} siècle. Les jeunes du 21^{ème} siècle vont construire leur société en recherchant l'équilibre entre l'homme – la nature – et l'espace de vie.

S'ils veulent profiter largement des bienfaits de cette nature et de leur environnement, ils doivent les connaître parfaitement.

Et en les respectant, ils en garantiront ainsi la pérennité à leur descendance.